

# Stratégie énergétique commune : clé d'une Europe politique renforcée ?

Christian Pierret

*Avec la communauté du charbon et de l'acier, l'énergie fut à l'origine de la création de l'Union européenne. Soixante ans après, la question énergétique reste au cœur des préoccupations des États européens, mais une véritable politique commune reste à établir. L'avenir politique et économique de l'Europe reste indissociable des enjeux énergétiques. Pour ce faire, le pragmatisme doit l'emporter sur l'émotion. Et la France doit jouer un rôle majeur dans ce grand projet.*

Aux origines de la construction européenne, il y a un formidable élan de paix et la volonté commune d'édifier un ensemble géopolitique uni par les valeurs de la démocratie, le respect de droits de l'homme et une perspective économique progressivement commune. Dès 1951, la question énergétique devient l'un des fondamentaux de cette organisation régionale inédite qui pose pour la première fois un certain nombre de principes résolument supranationaux (CECA).

Soixante ans plus tard, et malgré les avancées évidentes de la construction européenne, le « vivre ensemble » politique demeure un réel défi puisque souvent remis en cause par les peuples européens dans leurs votes nationaux.

Et la question énergétique reste toute aussi cruciale : indépendance géostratégique, maîtrise du réchauffement climatique, croissance et compétitivité de nos entreprises, lutte contre la précarité énergétique, autant de problèmes auxquels nous devons répondre de façon collective.

Une fois encore, l'avenir de l'Europe est lié à notre capacité à construire une stratégie énergétique qui conjugue économie et écologie au service d'une vision européenne partagée et au bénéfice de l'ensemble de la population.

Et pourtant, entre objectifs communs et décisions trop souvent unilatérales, la situation

actuelle semble parfois, si ce n'est conflictuelle, pour le moins contradictoire. Il reste néanmoins que des avancées concrètes permettent aujourd'hui d'entrevoir les grandes lignes de forces de ce que pourrait être une Europe de l'énergie renouvelée, affranchie de ses réticences et tournée vers l'avenir.

### Une ambition commune pour des convictions partagées

En 2008, la Commission européenne adoptait le plan climat-énergie qui vise un objectif européen de « 3 x 20 » consistant à diminuer de 20 % les émissions de gaz à effet de serre, à réduire de 20 % la consommation d'énergie et à atteindre 20 % d'énergies renouvelables dans le bouquet énergétique d'ici à 2020. Notre continent s'engageait alors clairement dans la voie d'une économie moins carbonée. En se fixant ces objectifs ambitieux, l'Europe démontrait sa prise de conscience de la nécessité d'une coopération renforcée en matière de lutte contre le changement climatique. Des convictions fortes et des priorités communes : optimiser l'efficacité énergétique, réduire la précarité, diminuer les coûts des produits et services et favoriser la compétitivité de nos économies, maîtriser les émissions de gaz à effet de serre (GES) pour diminuer la pollution atmosphérique et cantonner

le réchauffement climatique. Pour cela, une position : mettre en place des mix énergétiques toujours moins carbonés et plus diversifiés qui favorisent notamment le développement des énergies renouvelables (éolien, solaire, mais aussi biomasse et énergie maritime).

### Le nucléaire : premier point de divergence

La conjugaison de la crise économique de 2008 et de l'accident nucléaire de Fukushima du 11 mars 2011 a pourtant réveillé des divergences profondes entre les États-membres de l'Union. Alors que, sous la pression politique et dans une perspective électorale, le gouvernement d'Angela Merkel a pris en 2011 la décision d'arrêter définitivement toutes les centrales nucléaires du pays d'ici à 2022 sans concertation avec ses partenaires, la Grande-Bretagne a annoncé de son côté la construction de deux nouvelles centrales EPR pilotées par EDF.

Le nucléaire reste un atout indéniable pour l'Europe. Il permet de s'affranchir des énergies fossiles et de réduire d'autant les GES. Alors que le récent rapport du GIEC démontre le lien entre les activités humaines, l'augmentation des GES et le réchauffement climatique, le nucléaire reste un choix d'avenir car il permet de répondre à la fois à la question environnementale, à celle du coût de la production, mais aussi à la question de l'indépendance énergétique de notre continent. Bien entendu, les difficultés sont nombreuses, même si nous sommes confiants en l'innovation technologique : traitement des déchets par transmutation des éléments les plus radioactifs, fusion nucléaire qui permettra la production d'une énergie propre et totalement sûre d'ici 30 ou 40 ans.

Si ses intentions sont louables, le chemin emprunté par l'Allemagne pose question à la fois sur la forme et sur le fond. Sur la forme, cette décision unilatérale ne favorise pas les logiques de concertation collective. Sur le fond, elle pose de vraies questions aux plans économiques et écologiques.

Alors que la facture des consommateurs allemands est déjà 1,9 fois plus élevée que celle des consommateurs français, la perte de capacités

nucléaires considérables a entraîné une hausse des prix de l'électricité sur le marché de gros, de plus de 12 %. L'industrie allemande estime que cette transition énergétique coûtera près de 20 milliards d'euros par an, ce qui induira une hausse minimum de 20 % du prix réel moyen de l'électricité sur le marché de gros avec les conséquences que l'on imagine en termes de compétitivité, sans oublier le bond en avant que devront connaître les investissements de capacité et de réseaux.

L'économie allemande ne sera pas la seule à être fragilisée par cette sortie brutale du nucléaire : ses objectifs climatiques le seront également. Le gouvernement veut réduire de 40 % les émissions de CO<sub>2</sub> en 2020 par rapport à 1990, alors que le mix électrique allemand actuel émet près de 5 fois plus de CO<sub>2</sub> que le mix français. Depuis la décision de mai 2011, le nucléaire est devenu la troisième source d'énergie pour la production d'électricité allemande (17,7 %), derrière les ENR (19,9 %), la première place revenant à une énergie polluante : le charbon et le lignite (42 % de l'électricité et 24,6 % de l'énergie totale). Cette position tenue par le charbon et le lignite se renforcera à moyen terme : afin d'assurer la transition énergétique vers les ENR à moindre coût, le pays prévoit la construction de 40 centrales au lignite et au charbon. Nous en avons dès aujourd'hui une image très expressive avec l'exploitation d'une mine de lignite à ciel ouvert en plein milieu de la Ruhr. Or, nous savons que la combustion du charbon et de lignite libère dans l'air beaucoup de CO, CO<sub>2</sub>, CH<sub>4</sub>, des nanoparticules cancérigènes. Alors, se posera à court terme un problème d'environnement et de santé publique qui impactera l'Allemagne et le reste de l'Union européenne.

### Gaz et huiles de schiste, l'autre ligne de fracture

Que dire des divergences sur la question de l'exploitation des gaz et huiles de schiste en général et de la fracturation hydraulique en particulier ? Alors que la France, la Bulgarie et certaines régions d'Espagne, d'Allemagne et de Suisse ont interdit la fracturation hydraulique, des États-membres comme la Grande-Bretagne

procèdent dès maintenant à des forages exploratoires. La Pologne est même allée plus loin, en délivrant les permis d'exploitation et en permettant une commercialisation effective d'ici à 2015.

Chacun souhaite développer des productions sûres et durables, mais nous ne pouvons pas construire des politiques publiques sur des positions qui relèvent de la déclamation ou de l'exaltation de principes abstraits : le pragmatisme doit l'emporter sur les émotions du moment. Le gaz de schiste semble offrir des opportunités. Pour ne prendre qu'un exemple, la « révolution du gaz de schiste » est à l'origine d'un renouveau industriel aux États-Unis qui, désormais, exportent une grande partie de leur charbon. Il convient certainement d'accompagner une éventuelle exploitation en France par une recherche de techniques d'exploitation, plus sûres et respectueuses de l'environnement. N'oublions pas cependant que nous utilisons aujourd'hui déjà ces mêmes techniques pour la géothermie à Soultz en Alsace, par exemple.

On le voit : de telles décisions, si elles relèvent des prérogatives des États, ne sauraient souffrir de décisions unilatérales de par les conséquences régionales et globales qu'elles entraînent. Dans ce paysage européen énergétique en construction, quelle peut être la place de la France ?

### **La France, fer de lance d'une stratégie commune retrouvée ?**

La France doit conserver son *leadership* mondial acquis grâce à 60 ans d'efforts. Notre maîtrise technique de la filière du nucléaire est remarquable. Parmi quelques pépites françaises de niveau mondial (aéronautique, transports terrestres, pharmacie, agroalimentaire, etc.), le nucléaire occupe un rang privilégié. L'excellence d'EDF ou d'Areva, par exemple, est reconnue dans le monde entier, mais, comme EDF et les centaines d'entreprises du secteur, elle doit faire face aujourd'hui aux conséquences de l'accident de Fukushima qui a freiné certains projets.

Il serait suicidaire de sacrifier un de nos points d'excellence mondiale en innovation au profit de postures purement idéologiques. Des milliers de PME, 410 000 emplois directs,

indirects et induits dans la filière, des milliers de brevets sont en jeu. À l'heure où d'autres pays, comme l'Allemagne, renoncent à cette excellence, il ne serait pas sensé pour nous d'abandonner nos avantages comparatifs, surtout en période de crise économique. Dans ce secteur, le « made in France », c'est mieux qu'un slogan : c'est une technologie mondiale de rupture !

L'énergie est un levier de relance économique par l'exportation de nos acquis techniques. Par ailleurs, une politique énergétique responsable peut nous aider à redresser les déséquilibres d'une balance commerciale très déficitaire. La France doit tout faire pour rester parmi les premiers en la matière et constituer l'aiguillon actif d'une véritable Europe de l'énergie.

C'est un défi économique et écologique bien sûr, mais aussi géopolitique pour assurer l'indépendance énergétique de notre continent dans les années à venir. C'est un défi qui peut et doit être relevé collectivement, avec nos partenaires européens.

Et ce « challenge » doit être relevé avec enthousiasme. Pour développer les nouvelles technologies de l'énergie, l'Europe doit favoriser l'émergence de poids lourds industriels et mieux soutenir ceux qui se sont déjà frayés un chemin. L'Europe pourrait ainsi faciliter des plans d'investissements massifs sur les technologies énergétiques d'avenir sans exclusive car elles sont sources de croissance et d'exportations de savoir-faire technologique, de créativité, du « savoir inventer ». Elles peuvent être à l'origine de la création d'un nombre considérable d'emplois.

Jouons ce rôle d'entraînement pour la mise sur pied d'une véritable politique énergétique européenne, appui d'une croissance plus compétitive pour les 30 années qui viennent, qui conciliera compétitivité de la fourniture, défi environnemental et impératif de sécurité d'approvisionnement.

Alors que l'Europe politique cherche ses marques, nous avons sans doute, devant nous, l'occasion de construire dans un autre domaine, mais avec le même enthousiasme ce que les pères fondateurs ont impulsé il y a plus de 60 ans. L'Europe se trouve aujourd'hui à la croisée des chemins, mais c'est face à notre destin que nous trouverons la force de nous réinventer ensemble. ■